

10 juin 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le bilan du sommet des pays industrialisés à Venise, le rappel de la position française sur le désarmement, les problèmes du Golfe, les avancées en matière de coopération monétaire et d'aide au développement, mercredi 10 juin 1987.

Mesdames,

- messieurs,

- J'interviens alors que tout, vraiment tout, a été dit il y a un instant, au point que je ne vois rien à ajouter. Et si je prenais le risque de sembler soustraire, vous avez, en tout cas, parfaitement compris que quelques questions d'ordre international, hors problèmes économiques, avaient retenu l'attention du sommet de Venise. J'extrait de la liste les relations Est-Ouest autour du désarmement, la lutte contre le terrorisme, les problèmes du Golfe et les dispositions face au sida et aux stupéfiants. Quant à la déclaration économique, j'en extrais ceci : des négociations commerciales, lutte contre le protectionnisme et l'agriculture. Ensuite, un débat pour une meilleure organisation et une meilleure stabilité des monnaies, avec quelques avancées qui marquent que ce qui était amorcé timidement à Versailles, plus fermement par la suite au cours de quelques rencontres internationales, et clairement exprimé au Louvre et à Washington, continue de marquer un progrès vers ce que certains souhaitent devenir des zones de références. Quand je dis certains, j'en suis. Deux débats sur les équilibres nécessaires, chacun pensant surtout à l'équilibre budgétaire, aussi aux équilibres extérieurs. Quand on pense aux équilibres budgétaires, la plupart des pensées se concentrent sur un même point. Enfin, et c'était le gros morceau des discussions en séance plénière - non pas dans les séances préparatoires, mais en séance plénière ce matin - les problèmes du développement et de l'aide publique au développement. Voilà, mesdames et messieurs, un résumé des points qui m'ont paru essentiels, sur lesquels je vous serais reconnaissant de bien vouloir poser les questions de votre choix.

QUESTION (M. Bortoli - Antenne 2).- Monsieur le Président, puisqu'on a parlé du sida, que peut-on faire, à votre avis, à sept contre cette maladie ?

- LE PRÉSIDENT.- On peut organiser la prévention, comme on peut organiser la connaissance que l'on a de ce problème en réunissant autant que possible les données scientifiques qui nous sont communiquées et en tentant d'adapter par des mesures de caractère public les moyens de prévenir et de guérir. Vous avez pu relever que j'avais proposé la constitution d'un Comité international d'éthique à l'image de ce que nous avons fait en France, parce qu'on aperçoit bien déjà que les dispositions prises par ceux-ci ou par ceux-là, peuvent très rapidement poser des problèmes de morale, des problèmes d'éthique très complexes. La réflexion sur ces problèmes aura pour mérite de guider le choix des gouvernants lorsqu'ils auront des décisions à prendre. Je pense que cela a représenté une meilleure prise de conscience de ce problème très difficile. Ce n'est pas la seule maladie, bien entendu, à laquelle il faille s'attaquer. Mais, peut-être a-t-on été jusqu'ici plus démuni que dans d'autres cas. Il faut donc que le monde prenne conscience qu'il

s'agit là d'une menace grave pour la santé des êtres humains.\

QUESTION (P. Salinger - ABC).- En venant à Venise, monsieur le Président, vous avez conclu votre premier tour des sommets industriels en faisant les sept pays, et vous avez toujours diffusé vos idées sur ces sommets. Après avoir terminé sept sommets, est-ce que vous pouvez nous donner vos idées sur l'efficacité de ces sommets, devraient-ils continuer ? Et parmi ces sept, avez-vous un préféré et un moins préféré ?

- Une dernière question, est-ce que vous voyez une montée ou une tombée de l'influence américaine à ces sommets ?

- LE PRESIDENT.- J'ai en effet pu parcourir le cycle. C'était chacun à tour de rôle, donc sept ans, ce qui paraît être exactement fait pour un Président de la République française.

- Le premier de ces sommets se déroulait près d'Ottawa, rappelez-vous, et déjà, j'avais remarqué que, par -rapport à l'idée que je m'en faisais, de loin, qu'il y avait dans la qualité de l'accueil indéniable que nous recevions un excès - une dérive qui venait de je ne sais où, puisque je n'y étais pas encore avant - de rituels. Peut-être trop de monde, ce qui me paraissait assez éloigné d'un type de rencontre auquel je pense qu'il faut un peu revenir et qui avait pour objet de permettre aux chefs d'Etat et de gouvernements - selon l'expression bien connue - de discuter au coin du feu, au mois de juin c'est peut-être un peu difficile, mais enfin d'agir comme si, donc de parler entre eux, sans officialité particulière. Et permettez-moi de vous dire, mesdames et messieurs : sans être dans l'obligation de rendre compte tout aussitôt. Il est évident que la relation constante et immédiate de la presse conduit chacun des participants à s'habiller de ses meilleurs atouts, de prendre ses vêtements du dimanche. Et de montrer que dans les batailles feutrées qui se déroulent sur tel ou tel point, chacun a gagné quelque chose, quand les plus grands champions ne prétendent pas avoir ramassé toute la mise. Cet aspect-là que j'avais relevé, que j'ai relevé devant la presse - je ne sais pas si vous vous en souvenez, enfin les anciens d'entre vous se souviennent - dès le point de départ, m'avait paru un peu surprenant. J'avais employé l'expression du ring dans lequel on voyait des boxeurs, certains knock down, cela ne me paraissait pas, bien que ce soit un noble sport - la boxe qui elle aussi a ses règles - être le comportement le plus adapté à une réunion amicale entre alliés.\

`suite sur l'utilité des sommets des pays industrialisés`

- Bref, la propagande avait pris le pas, selon moi, sur l'utilité. Ce qui n'empêche quand même pas ce sommet d'être utile, parce que les dirigeants ne se connaissent pas toujours. Ils ont rarement autant de temps à leur disposition pour se rencontrer, parler dans un couloir, ou dans un bureau ou bien dans les discussions plénières. Surtout le premier soir et le premier matin, il leur est possible de discuter d'une façon informelle de tous les sujets qu'ils souhaitent traiter. Il y a eu un effort à la suite d'avertissements. J'avais même dit un jour qu'après tout la France pourrait se poser la question de savoir si elle devait continuer de participer dans ces conditions. Le côté sympathique et je le répète tout de même, pratiquement utile des rencontres avec des partenaires aussi importants et aussi proches, finalement, c'est le point de vue qui a dominé. On a eu raison. Mais, par -rapport à ce que cela pouvait être, et à la déviation que je viens de rappeler à l'instant - c'est-à-dire au fait que ces chefs d'Etat et de gouvernement n'avaient pas de conversations intimes qu'ils auraient dû avoir -, j'ai évoqué cette hypothèse. On en a tenu compte. Les sommets de Londres, de Bonn, de ce point de vue, étaient contenus dans un appareil peut-être plus adapté, je ne dis pas plus modeste, car cela a été fait très bien avec tout ce qu'il fallait, mais moins d'apparat peut-être.

- Voilà. Celui que je préfère, je ne peux vous répondre.

- Quant à savoir si les Américains gagnent plus ou moins aujourd'hui qu'hier, c'est également la question d'un Américain `Pierre Salinger`, dont la plume est souvent vive, dont le talent est connu. Je ne veux pas venir à son secours. D'ailleurs, il n'en a pas besoin.

- QUESTION (D. Bromberger - TF1).- Monsieur le Président de la République, est-ce que vous pouvez, en tout cas, tout simplement caractériser ce sommet-là comme vous l'avait fait pour d'autres dans le passé ?

- LE PRESIDENT.- Visiblement celui-ci bénéficiait d'un admirable -cadre. Des sommets se tiennent toujours dans de beaux -cadres, chacun s'efforçant de montrer aux autres les beautés de

tiennent toujours dans de beaux cadres, chacun s'efforçant de montrer aux autres les beautés de son pays. Mais il faut reconnaître que - je ne vais pas vous faire un dessin, vous étiez-là - des jours pareils dans cette ville, c'est un amoncellement de merveilles. On ne distingue plus très bien ce qui relève de la solennité, de ce qui a été apporté de plus - et beaucoup de choses ont été apportées en plus - de ce que l'on trouve comme cela. C'est vraiment splendide, chaque détail de cet accueil a été splendide.

- Je n'ai pas observé d'excès, donc il semble qu'on soit davantage sur la bonne voie mais on continue d'être très nombreux et puis on se sentait vraiment très bien gardé. Je suis donc personnellement satisfait de ce sommet, sur -le plan où nous nous plaçons pour l'instant, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles ce sommet s'est tenu. Quant à son contenu, eh bien ! on va en parler maintenant, si vous voulez bien.\

QUESTION.- Je voudrais savoir, à partir des thèmes qui ont été abordés et travaillés pendant ces trois jours, quel est celui dont vous aimeriez surveiller particulièrement dans un an ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'est tout de même le problème du développement et des aides publiques à ce développement qui doit être suivi de plus près. Les autres questions sont également très importantes mais il y a des organismes spécialisés qui s'en occupent fort bien. Nous parlons de l'économie, nous avons l'OCDE et il y a les rencontres des groupes V et VII, pour le système monétaire et actuellement, il y a le GATT pour les négociations commerciales. Donc, des lieux multiples où l'on débat directement, entre pays intéressés, des sujets très importants que j'ai cités. Tandis que, sur le -plan du développement, à la fois la Banque mondiale et le FMI se trouvent parfois en déshérence et je ne vois pas très bien - bon ! l'Organisation des Nations unies, certes - il y a d'autres organisations multiples. J'irai bientôt à Genève pour l'une d'entre elles. Je crois vraiment qu'au cours de ce sommet un certain nombre de décisions ont été prises qui mériteront d'être observées et le fait de tenir vraiment "le fer au feu" est, je le crois, déterminant. De ce point de vue, on peut dire que la France y a beaucoup contribué. On note que, pour la première fois, dans des sommets de ce type, il est fait -état d'une référence déjà très connue devant d'autres instances, le fameux 0,7 % de contribution des aides publiques aux pays en voie de développement. Ce débat a occupé au moins deux heures ce matin, c'est dire son importance. Voilà ce que je peux vous dire sur ce sujet.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez approuvé un texte, je pense à la déclaration sur les relations Est-Ouest, dans lequel vous soulignez, je cite - de mémoire mais j'ai bonne mémoire - "l'importance permanente de la dissuasion nucléaire". L'utilisation du mot "permanente" signifie-t-elle que vous écarterez à court, à moyenne ou à longue portée, vous écarterez la possibilité de tout désarmement nucléaire ?

- LE PRESIDENT.- Là, tout à coup, avec votre dernière interrogation, j'ai senti un énorme trou dans la logique, qui s'annonçait impeccable, au point de départ. Un énorme trou. Je vais essayer de le remplir, de forger le maillon manquant.

- Premièrement, je suis - et la France avec moi - totalement favorable au désarmement et, particulièrement au désarmement nucléaire, ce qui n'exclut pas les armements conventionnels ou les armements chimiques, par exemple. Quand on parle d'un désarmement des forces nucléaires intermédiaires, nous disons : quel dommage que les deux partenaires ne se soient pas entendus sur la réduction des forces stratégiques ! Enfin pas encore. Mais nous les encourageons à le faire parce que nous allons plus loin : nous pensons que c'est encore plus intéressant de réduire les armes nucléaires qui représentent la plus grande force de destruction, qui ont la plus grande portée, qui traversent l'Atlantique, qui ne sont pas seulement réservées aux pays d'Europe. C'est pour vous dire que votre interprétation me paraît dangereusement dériver.

- Le terme "discussion permanente" enfin. Sur la nécessité permanente de la dissuasion, comme nous ne pensons pas - ce n'est pas une pétition de principe, c'est un constat de l'expérience - que l'on soit prêt d'ici à la fin du siècle à supprimer, de part et d'autre, complètement les armes nucléaires, nous pensons que cela peut durer encore longtemps. En tout cas, pour vous répondre d'une façon encore plus précise et le chaînon sera reforgé, la France maintiendra ses forces nucléaires tant que les autres en auront.

- Quels sont les autres ? Essentiellement, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. Nous

ne désarmerons pas la France d'un système d'armes, aujourd'hui considéré comme primordial, tandis que, sur le même continent, l'Union soviétique dispose de plus de dix mille charges nucléaires et que nous restons au-dessous des deux cents. Nous ne comprenons pas que nos concitoyens puissent accepter que restent les dix à onze mille tandis qu'on s'empresse de demander aux Français de se défaire de leurs deux cents ! Voilà, c'est tout simple. Que les deux plus grands pays décident de renoncer à leurs armements nucléaires et, bien entendu, nous poserions aussitôt le problème de déséquilibre des armes conventionnelles, mais pas comme un obstacle à cette négociation, comme un élément complémentaire indispensable. Nous serions très heureux qu'une telle décision fût prise. Nous ne croyons pas que cela soit pour demain et, d'ici là, nous maintiendrons un -état permanent de dissuasion nucléaire. Nous nous intéressons plus à la sécurité des Français devant une menace nucléaire qu'à la sécurité des autres, étant bien entendu qu'elle ne nous est pas indifférente non plus.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pourriez nous donner des précisions sur votre proposition de création d'un comité international d'éthique pour le sida et, d'autre part, est-ce que vous pensez que le communiqué final, en ce qui concerne le tiers monde, est susceptible d'apporter une amélioration dans la mesure, par exemple, où il n'y a rien en ce qui concerne le soutien des cours des matières premières ?

- LE PRESIDENT.- Pour le sida et le comité international d'éthique, j'avais pris l'initiative du Comité national d'éthique et je pense que, après avoir pourtant beaucoup réfléchi à ses inconvénients possibles, au total les avantages l'emportaient incomparablement sur les éventuels inconvénients. Un certain nombre d'hommes et de femmes, engagés surtout par leur expérience, leur compétence et leur conscience, se penchent sur ce type de problèmes, devant les développements, par exemple, biogénétiques. Cela m'est apparu comme d'un secours utile à ceux qui ont la décision gouvernementale. En même temps, c'est un moyen d'avertir l'opinion publique sur les dangers nouveaux qui peuvent menacer l'humanité. L'expérience a montré que nous avons reçu d'utiles avis sur des problèmes très complexes & bien entendu, on peut contester tel ou tel avis, tel ou tel aspect d'un avis mais, au total, ce rôle est, je crois, irremplaçable. On voit un certain nombre d'Etats ou de puissances publiques prendre des dispositions dans le désordre, de caractère politique, administratif, médical. Il nous paraît que cela devrait être le résultat d'une réflexion qu'un comité international mènera mieux que quiconque. Voilà pourquoi cela a été proposé.\

Quant au tiers monde, oui, vous avez raison d'observer qu'il y a des manques. Mais il aurait pu y en avoir davantage et les efforts de quelques-uns, notamment de la délégation française, ont permis de répondre à des questions majeures, comme le pourcentage d'aide et l'engagement de poursuivre, et d'encourager ceux qui avaient pris du retard, à le combler. La France, de ce point de vue, ne se pose pas en modèle ni en exemple, mais enfin il était satisfaisant de constater que, parmi les sept pays en question, la France se situait au premier rang, devant le Canada et l'Allemagne.

- Vous avez noté tous ces noms, tous ces mots, toutes ces expressions parfois un petit peu abstruses, un peu techniques, mais enfin qui marquent qu'il est possible d'élargir, d'allonger les rééchelonnements de ce que l'on appelait les mesures de grâce qu'on utilise par le canal du Club de Paris & tout cela prolongeant les délais d'une façon intelligente et utile pour aider à réduire, si ce n'est à résoudre, les problèmes posés par l'endettement.

- L'ensemble de ces mesures nous paraît utile, car j'ai vu le moment où, par une série de chocs et de contre-chocs, notre résolution pouvait apparaître comme un recul par -rapport aux dispositions antérieures. Finalement cela ne s'est pas produit. On peut donc considérer que de ce point de vue le texte que nous avons pris n'est pas satisfaisant, mais est en progrès par -rapport aux possibilités présentes.\

QUESTION (Agence de Presse du Koweït).- Monsieur le Président, que pensez-vous de la présence soviétique dans le Golfe, même si cela était pour protéger les navires koweïtiens ?

- LE PRESIDENT.- Nous pensons simplement que la liberté de circulation doit être maintenue. C'est tout. Nous avons nos propres règles. Ces règles peuvent, présentement, continuer d'être

observées. Nous n'avons pas pour règle actuelle d'accompagner militairement notre marine marchande. Nos approvisionnements se poursuivent. Et nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'envisager des mesures vraiment exorbitantes du droit commun, étant entendu que nous n'en restons pas moins en liaison étroite avec nos alliés, que les commandements locaux maritimes veillent à harmoniser leurs efforts sans avoir en quoi que ce soit l'intention de passer à une accélération dans la manière de traiter ce problème. Quant à l'opinion sur l'état des forces soviétiques, ce n'est pas le moment - ceci n'a pas été traité par la conférence au sommet - et je n'ai rien à en dire présentement.

- QUESTION (Jean-François Levent du journal l'Express).- Monsieur le Président, pour continuer sur le Koweït et pour reprendre votre image du ring, on s'attendait à une belle bagarre entre alliés sur ce qui devait être fait à propos du golfe et pour mettre fin à la guerre Iran-Irak et puis il n'est rien arrivé.

- LE PRESIDENT.- C'est-à-dire que vous êtes un peu déçu de ne pas avoir assisté à une guerre interne ?

- LE JOURNALISTE.- Je ne suis pas déçu. J'ai vu communiqué d'une vingtaine de lignes édulcoré, disant qu'il faut tout faire pour arriver à arrêter dans le Golfe...

- LE PRESIDENT.- ...édulcoré par -rapport à quoi ? par -rapport à votre attente ?

- LE JOURNALISTE.- Par -rapport aux déclarations officielles de certains côtés qui avaient été faites...

- LE PRESIDENT.- Le sommet, c'est sept pays plus la Communauté européenne. Il y a huit participants. Le reste je ne connais pas. C'est vrai qu'il y a eu de la correspondance, il y a eu un tas de choses. En fait, c'est un débat qui occupe, combien dites-vous de lignes, vous avez compté, vous ? cinq lignes, très bien, je ne vais pas compter, et qui a occupé un peu moins d'un quart d'heure. C'est tout.

- LE JOURNALISTE.- Vous n'êtes pas déçu par la modération faite sur l'appel à une concertation pour arriver à `faire cesser` la guerre, l'ONU, le rôle de l'ONU, etc...

- LE PRESIDENT.- Sur le Golfe ?

- LE JOURNALISTE.- Oui, ce n'est pas seulement la libre circulation que je mentionnais mais aussi les moyens d'amener l'Iran et l'Irak...

- LE PRESIDENT.- Les moyens diplomatiques, l'appel au Conseil de sécurité, les recommandations qui seront faites aux délégués... qu'est-ce que vous voulez, ce sont des passages obligés lorsqu'on préfère la négociation au conflit. Ce n'est pas simple d'obliger à des négociations, c'est très difficile. Et c'est souvent très long, mais c'est comme cela. Je ne suis pas déçu. Je n'avais pas d'enthousiasme pour faire monter les enchères. Mais nous avons, en France, tout à fait l'intention de prendre part à tout ce qui permettrait à la guerre de cesser.

QUESTION (Philippe Sassier - Antenne 2).- Monsieur le Président, en matière économique, est-ce que vous estimez que les déclarations faites à l'issue de ce sommet répondent aux inquiétudes, voire même aux angoisses de certains pays ou bien aux inquiétudes des marchés de changes et pensez-vous qu'on aurait pu aller plus loin, notamment en réaffirmant la nécessité de stabiliser la monnaie et de trouver les moyens d'une croissance économique ?

- LE PRESIDENT.- Mais, monsieur Sassier, vous connaissez la position de la France. Nous souhaitons en effet davantage et même beaucoup plus puisque nous souhaitons des zones de référence, c'est-à-dire instituer un système, alors que pour l'instant il s'agit de mesures sans système. Nous sommes heureux chaque fois que des mesures nouvelles d'ordre ou de stabilité de monnaie sont acceptées par nos partenaires. Mais nous serions encore plus réjouis si nous voyions poindre un système, et ce système existera lorsqu'il y aura des références. On en approche. En fait cela se passe déjà un peu comme cela. C'est un des résultats constatés au cours des dernières rencontres, et de ce point de vue la rencontre du Louvre est significative particulièrement. Mais si vous nous demandez notre avis, à nous Français, je vous dis, nous souhaitons davantage. Alors est-ce que je suis déçu par -rapport à ce qui est écrit ? Vous savez, en général, - je peux faire cette confidence qui ne sera pas reprise, j'en suis sûr - on craint toujours le pire. A partir du moment où c'est plutôt le mieux qui se passe, on se retire plutôt content. Bien entendu une fois qu'on a pris un peu de distance on se dit "quand même c'est

contient. Bien entendu une fois qu'on a pris un peu de distance on se dit "quand même c'est dommage de ne pas aller plus vite". Voilà les différentes étapes psychologiques que l'on traverse.

- En tout cas, ce qui a été dit là ne comporte pas de contre-indication fâcheuse, pas de recul et quelques avancées. Mais nous ne sommes pas au bout de la route.\

QUESTION (Journaliste de New York).- Toujours sur le Golfe, si je peux insister. Hier, le secrétaire d'Etat Shultz a dit à la presse que le langage sur le Golfe voulait dire que les Sept allaient fermement appuyer une résolution au Conseil de sécurité qui insisterait sur un boycottage de vente d'armement à l'Irak et l'Iran, si l'un ou l'autre refusait les négociations de paix. Est-ce que c'est la position des Sept et de la France ?

- LE PRESIDENT.- Pour parvenir au Conseil de sécurité à empêcher toute livraison d'armes de part et d'autre, la difficulté sera que les parties prenantes au sein du Conseil de sécurité ne sont pas seulement celles qui vendent des armes. Il y en a beaucoup qui passent par des canaux multiples. Mais c'est une vaste ambition. Il est certains que la paix résultera de conditions multiples et particulièrement de celle-ci. Mais cela ne peut pas être un acte déséquilibré.

L'absence de vente d'armes ne doit pas permettre la victoire de l'un sur l'autre puisque nous souhaitons que l'équilibre se situe à peu près où il se trouvait au point de départ. Mais c'est vrai que devant le Conseil de sécurité on cherchera à atteindre cet objectif qui semble avoir été mis à mal à diverses reprises.\

QUESTION (C. Antoine - La Tribune de l'Economie).- Monsieur le Président, en quoi peut-on penser que la coordination économique à l'aide d'indicateurs telle qu'elle est décrite dans cette déclaration, présente un progrès par rapport à la description qui en était faite à Tokyo l'année dernière ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que si, parce que comme toujours il faut allier la pratique et la théorie. Dans ces réunions-là, on définit la théorie et puis ensuite on voit si la pratique suit. Elle ne suit pas toujours, en l'occurrence elle a suivi. De Tokyo jusqu'à Venise, un certain nombre d'actes que j'ai déjà signalés se sont produits, qui ont montré que des décisions avaient commencé d'être exécutées. Et ce qui a été dit aujourd'hui, en rajoute encore. Et maintenant, il nous appartient pendant l'année qui vient de montrer la même vigilance dans l'exécution. Je pense donc que le rappel des indicateurs est un rappel auquel nous avons beaucoup tenu et que nous considérons plutôt comme un succès de la conférence.\

QUESTION (Newsweek).- Sur le chapitre agricole, certains pays sont venus à Venise en espérant accélérer le progrès qui a commencé à Punta del Este et a été confirmé à l'OCDE il y a trois semaines. Si nous sommes bien informés, ils ont proposé une rencontre des ministres de l'agriculture des Sept d'urgence.

- LE PRESIDENT.- Cela a été proposé, mais cela n'a pas été adopté.

- QUESTION (Newsweek).- On nous a dit que la France et l'Allemagne s'y opposaient, pourquoi ?

- LE PRESIDENT.- Nous ne nous opposons pas à la réunion des ministres de l'agriculture des Sept. La France s'oppose à toutes réunions de tous ministres traitant de sujets particuliers entre les Sept, dans l'intervalle des sommets, car ce n'est pas une institution. La seule chose qu'elle accepte, parce que cela va de soi, c'est que les ministres de l'économie et des finances qui sont chargés du suivi des décisions économiques continuent de se rencontrer et pas les autres. Donc, nous n'avons pas visé spécialement les ministres de l'agriculture. Songez même que les ministres des affaires étrangères n'ont pu faire qu'un déjeuner à New York une fois. On n'empêche pas du tout les gens de déjeuner ensemble, mais enfin il ne doit pas y avoir de côté organique des sommets dans l'intervalle de ces réunions. Donc, ce n'est pas une mesure spécifique à l'agriculture.\

QUESTION (P. Briançon - Libération).- Est-ce que le déroulement et les résultats du sommet de Venise vous ont donné envie de participer au sommet qui se déroulera au Canada l'an prochain ?

- LE PRESIDENT.- A vrai dire l'intérêt que je porte à ce type de réunion ne pourrait que m'inciter à prendre les moyens de m'y trouver. Mais cette considération passe après quelques autres, de telle sorte que je n'ai pas inscrit Ottawa sur mon carnet de rendez-vous.\

QUESTION (Time Magazine).- Monsieur le Président, on a l'impression que l'homme qui a dominé ce sommet n'était pas invité, c'est-à-dire M. Gorbatchev. Selon le sondage public on a

l'impression qu'il domine maintenant le débat sur le désarmement. Que pensez-vous que les Sept peuvent faire pour reprendre l'initiative dans ce secteur ?

- LE PRESIDENT.- Chacun a son opinion sur ce sujet. Mais je pense que cette interprétation serait abusive, car la relation Est-Ouest et le problème du désarmement a occupé une partie importante du premier dîner, c'est-à-dire celui de lundi soir. Et nous n'y sommes pas revenu dans le reste de la soirée, ni dans la journée d'hier, ni ce matin où les textes qui ont été élaborés par les ministres responsables ont été adoptés tel quels. Donc, il ne faut pas exagérer les choses. Mais c'est vrai que le rôle de M. Gorbatchev est un rôle considérable, surtout dans ce domaine, puisqu'il est à la tête d'un des deux pays qui disposent du plus puissant arsenal d'armes de toutes sortes et en particulier, le plus puissant arsenal nucléaire dont la capacité offensive est considérable. Dans la mesure où M. Gorbatchev prend des mesures pour diminuer, même en l'occurrence légèrement par le canal des armes intermédiaires - ce qui n'est pas encore suffisamment démonstratif - l'armement, on ne peut que s'en réjouir. C'est en tout cas ce que je fais. Moi, je suis absolument partisan de ce que l'on appelle l'option zéro, je l'ai dit tout de suite. Je vois que beaucoup de journalistes prennent cela en note, mais je l'ai dit il y a déjà quelques mois. Et, d'autre part, la deuxième option zéro, j'en suis également partisan et le j'ai dit également très vite, étant entendu que, par solidarité européenne, je considère que le problème scientifique des 72 Pershings 1A doit être traité d'une façon préférentielle par l'Allemagne qui est directement concernée et nous n'entendons pas la gêner sur ce -plan. D'ailleurs, j'ai le sentiment que les deux seuls grands négociateurs, les Soviétiques et les Américains, sur ce plan-là, sont en train d'en débattre. Je suis, moi, tout à fait partisan de la démarche de M. Gorbatchev et de celle de M. Reagan, puisque M. Reagan est l'autre partenaire qui accepte et qui fait souvent des contre-propositions. Il ne faut donc pas déformer mes propos, ni ma pensée.

- J'ajoute que nous serons tout à fait partisan de voir les mêmes partenaires s'intéresser à des formes d'armes qui ont le droit de nous inquiéter. J'ai dit les armes stratégiques, les armes conventionnelles, les armes chimiques.

- Que les deux grands négociateurs, les seuls négociateurs, aboutissent dans cette première phase sur le terrain où ils se sont placés et que j'ai approuvé, ce serait déjà beaucoup.

- QUESTION (G. Dujonchay - Soir 3).- Monsieur le Président, que pensez-vous alors de l'option triple zéro proposée par le Chancelier Kohl, quel est votre avis là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant, les personnes qui négocient sont M. Gorbatchev, au nom de l'Union soviétique et M. Reagan, au nom des Etats-Unis d'Amérique. Et je ne sais pas que l'un ni l'autre ait proposé de mettre sur la table, maintenant, cette troisième option zéro. Le Chancelier Kohl s'est exprimé. J'ai lu avec attention ses textes. Au demeurant nous en avons beaucoup parlé. Quand la question sera posée, si elle se pose, je répondrai à votre question.\